

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Traits essentiels du Capitalisme d'après-guerre (*Berireint*). — Communisme et Guerre (*Amadeo Bordiga*). — Contre le Fascisme italien. — Le mouvement syndical sous le joug du Fascio (*Luigi Rebossi*). — La Révolution d'Octobre (*Victor Serge*). — La confusion s'accroît dans la social-démocratie allemande (*Lucien Revo*).

En Russie Soviétique. — L'Angleterre et l'occupation de la Ruhr (*J. I. Walton Neubold*). — Chronique Internationale : Pologne (*N. Ulan*) ; Tchécoslovaquie (*Karl Kveibich*) ; Brésil (*Astrojildo Pereira*) ; Indes (*M. N. Roy*). — L'action des Jeunes dans les Syndicats (*A. Deman*). — Bibliothèque Communiste.

A PROPOS DU PROGRAMME DE BOUKHARINE

Traits essentiels du Capitalisme d'après-guerre

LE projet de programme présenté comme sujet d'étude par Boukharine au 4^e Congrès mondial, forme un ensemble bien cohérent. Extraire de ce projet les deux lignes relatives aux alliances militaires du gouvernement prolétarien avec des Etats bourgeois ; examiner séparément ce problème lié à toute la situation politique et économique du monde, ce serait substituer l'étude du détail à celle de l'ensemble. Ce serait aussi étudier le problème en soi, sans égard pour la réalité à laquelle il doit s'appliquer. En négligeant le concret pour l'abstrait, nous risquerions de nous laisser aller à nos impulsions instinctives, au lieu de nous laisser guider dans la voie révolutionnaire par l'intérêt bien entendu de la classe ouvrière. Souvenons-nous du front unique. Notre sensibilité disait : non, alors que l'intérêt prolétarien disait : oui.

Le régime capitaliste est caractérisé par le fait que le capital y est nécessaire pour mettre en présence les éléments de la production :

matières premières, outillage et main-d'œuvre.

Avant la guerre, le capital était constitué par de l'or ou par des valeurs-papier convertibles en or.

Pendant la guerre, il fallait satisfaire à la fois aux besoins normaux des hommes et aux besoins destructeurs des armées.

Les pays belligérants, incapables de satisfaire à ces besoins accrus, durent passer de grosses commandes chez les neutres et notamment en Amérique.

Le paiement en or étant la règle des transactions internationales, bientôt l'or du monde fut rassemblé aux Etats-Unis et au Japon.

Dans les pays belligérants, la fuite de l'or, l'incertitude du lendemain, surtout au début de la guerre, l'impossibilité de recouvrer de nombreuses créances sur les pays étrangers, le régime des moratoires et bien d'autres causes encore, déterminaient la rareté du capital financier à l'instant précis où le caractère industriel de la guerre nécessitait une production accrue.

Le cours forcé du billet de banque, décrété au début de la guerre, les émissions successives de papier-monnaie et d'emprunts, mirent entre les mains de l'Etat le capital nécessaire pour susciter la production de guerre.

L'urgence des besoins à satisfaire dans la course aux armements des belligérants, la nécessité de produire vite et en série, la difficulté du ravitaillement en matières premières, déterminèrent un taux de profit extraordinairement élevé et la création de puissants consortiums monopolisateurs.

Consortiums et capitalisation rapide des hauts profits déterminèrent une accélération vertigineuse de l'accumulation et de la concentration capitalistes.

Pour échapper à l'impôt sur les bénéfices de guerre, les capitalistes construisirent de nouvelles usines qui venaient s'ajouter à celles qui se bâtissaient à la hâte dans les pays neutres fournisseurs de guerre.

L'augmentation de la circulation fiduciaire, l'accaparement des produits industriels et alimentaires, la concurrence pour les achats de l'intendance et des organes industriels de l'Etat, firent monter le prix de la vie. La puissance d'achat des salaires diminua.

Cela revient à dire que la proportion selon laquelle les valeurs créées par le travail sont réparties entre les salariés et les capitalistes changea au détriment des salariés. Par l'action spontanée ou par l'action syndicalement organisée, les travailleurs s'efforçaient de mettre leurs salaires au niveau sans cesse croissant de la cherté de la vie.

Les capitalistes incorporaient les augmentations de salaire qu'ils devaient consentir au prix de revient des produits. Ils les majoraient même, pour être sûrs de ne rien perdre.

Ils reprenaient, et au delà, au consommateur ce qu'ils avaient accordé au travailleur producteur. L'écart entre les salaires et la cherté de la vie allait sans cesse en augmentant.

••

La guerre cessa. Les besoins destructeurs cessèrent. L'appareil industriel surdéveloppé de l'ensemble du monde se trouvait face à face avec une consommation doublement diminuée par la disparition des besoins de la guerre et par l'abaissement de la puissance consommatrice des salaires.

La crise était inévitable. Elle fut artificiellement retardée.

De nombreuses commandes de guerre continuèrent à être exécutées. Certains contrats en cours furent même renouvelés.

De nouvelles émissions de papier-monnaie eurent lieu et de nouveaux emprunts furent émis. Les moratoires furent aussi maintenus, notamment en ce qui concerne les loyers. Des primes de démobilisation furent attribuées aux soldats libérés.

Toutes ces mesures tendaient à maintenir l'allure de la production et à garder provisoirement à la masse ouvrière et paysanne sa puissance de consommation.

Il fallait éviter que la crise économique ne coïncidât avec la période de démobilisation.

Si cette coïncidence s'était produite, la crise éclatant alors qu'une partie des mécontents était armée, c'était la Révolution victorieuse.

La crise fut retardée par la bourgeoisie du monde entier, jusqu'à ce que le passage des prolétaires de l'encadrement militaire à l'encadrement capitaliste fût complètement effectué.

Les commandes de guerre cessèrent, les primes de démobilisation étaient dépensées, la solidarité financière des Alliés vainqueurs fut rompue. La crise éclata.

L'industrie mondiale développée monstrueusement pendant la guerre et l'impuissance consommatrice de la masse la rendaient inévitable.

La victoire des Alliés, la rupture de leur solidarité financière, déterminèrent la rupture d'équilibre des changes.

L'Amérique, gorgée de l'or du monde, paraissait triompher avec son dollar qui, à certains moments, fit prime sur l'or.

Venait ensuite l'Angleterre et sa livre. L'Angleterre avait été profondément engagée dans la guerre. Mais elle avait continué à tirer profit de son privilège maritime et elle avait, grâce à la maîtrise des mers, conquis les débouchés abandonnés par l'Allemagne.

Plus bas, dans l'échelle des changes, se tenaient les Etats continentaux demeurés neutres.

Ensuite, venaient les Etats continentaux vainqueurs, ruinés par la guerre, mais riches des espoirs de la Paix de Versailles.

Tout en bas de l'échelle des changes, venaient les empires centraux ou leurs débris. Ils avaient été bloqués pendant la guerre. Ils sentaient s'alourdir sur leurs épaules tout le poids des Traités.

La crise éclata d'abord dans les pays à change bas : dans l'Allemagne, du mark et dans l'Autriche, de la couronne.

Impossible, au sortir du blocus de quatre ans, d'acheter matières premières et denrées alimentaires à l'étranger, à cause de la barrière économique des changes. Les capitalistes étrangers vinrent en aide à l'Allemagne et à l'Autriche, mais en superposant leur exploitation impérialiste à l'exploitation des capitalistes indigènes.

A des vitesses inégales, les prolétariats d'Autriche et d'Allemagne glissèrent vers la misère, tandis que l'appareil industriel de l'Allemagne tendait à accaparer tout le travail du monde, grâce au prix dérisoire de la main-d'œuvre.

Sous des formes différentes, la crise se produisit ensuite en Amérique et au Japon.

Ces pays furent, en effet, simultanément privés de leur marché européen et de leur marché intérieur. A l'impuissance consommatrice des masses travailleuses américaines, s'ajoutait l'impuissance consommatrice de l'Europe aux changes dépréciés.

D'Amérique, la crise gagna l'Europe.

La restriction de la consommation déterminait l'arrêt de la production.

Crise de gêne et de faillite s'appesantissant sur les moyens commerçants et les moyens industriels privés d'appuis bancaires et, en même temps, crise de chômage s'abattant sur la classe ouvrière.

Alors, pour conserver les profits de ses états-majors industriels, le capitalisme commença à se livrer à une audacieuse offensive contre les salaires, les loisirs et les organisations des ouvriers.

Le chômage et l'abaissement des salaires, en aggravant l'impuissance consommatrice des masses, tendent à élargir et à approfondir la crise.

Mais le capitalisme espère gagner du temps. Pendant qu'à l'aide d'expédients — car l'offensive patronale est un expédient — il maintient ses profits et son appareil industriel, pendant qu'il essaye de réparer les ruines de la guerre, il cherche à conquérir de nouveaux débouchés qui stabiliseraient ses profits.

La reprise des relations avec la Russie, les Conférences successives où l'on se dispute de nouvelles zones d'influence en Orient, en Chine, en Afrique, exprime la nécessité de trouver

rapidement les débouchés nécessaires au fonctionnement et à l'existence du régime capitaliste.

Bientôt, les impérialismes rivaux se trouveront face à face, se disputant les matières premières : fer, houille, pétrole et les colonies consommatrices.

Le capitalisme d'aujourd'hui ne peut sortir de ces contradictions économiques internes qu'en allant, à une vitesse vertigineusement accrue, vers cette contradiction suprême et sanglante : une nouvelle guerre impérialiste.

De plus, les capitalismes à changes élevés ne pouvant aisément exporter leurs marchandises dans les pays à change bas, y exportent leur capital financier, achètent ou contrôlent des branches entières d'industries, se livrant ainsi à une véritable colonisation.

Les capitalismes bas deviennent les subordonnés, les contremaîtres des capitalismes à changes élevés.

Les prolétaires de l'Europe centrale et de l'Allemagne, soumis à l'exploitation superposée des capitalismes hiérarchisés, sont réduits au plus bas degré de misère et déprécient ainsi, malgré eux, le prix de la journée de travail dans le monde entier.

••

En résumé, le capitalisme est sorti de la guerre profondément modifié dans sa structure. Le capitalisme d'après-guerre est un régime d'exploitation ouvrière nouveau et plus complexe.

••

Avant la guerre, le capitalisme américano-européen était un tout homogène qui vivait de l'exploitation de ses propres ouvriers et de l'exploitation des peuples coloniaux.

C'était un régime relativement stable.

Des crises périodiques de surproduction rapidement surmontées le secouaient tous les sept ou huit ans.

Une quantité lentement croissante d'or s'y opposait aux marchandises.

Son marché intérieur absorbait une grande partie de sa production. Ce capitalisme-là assurait, dans l'ensemble, un minimum de vie acceptable aux travailleurs d'Amérique et d'Occident. Il recherchait des débouchés, mais avec une certaine circonspection.

La concentration capitaliste s'y faisait sur un rythme relativement lent.

L'Angleterre y jouissait d'une situation pri-

vilégiée. Par une politique plusieurs fois séculaire, elle s'était assurée la possession de grands ports qui jalonnent les grandes routes maritimes du monde.

Elle exploitait son privilège maritime. Elle vendait son charbon plus cher aux navires étrangers. Elle leur faisait payer des droits de séjour plus élevés. Elle prélevait sur les marchandises étrangères des droits de dockages plus onéreux.

Elle exerçait ainsi, mais avec une relative modération, une véritable exploitation de nation à nation.

Dans l'ensemble, le capitalisme d'avant-guerre se présentait comme stable et florissant. Et nul ne pouvait prévoir avec certitude quand viendrait l'époque historique de sa disparition.

Le capitalisme d'après-guerre, lui, est entré dans la période historique de sa disparition.

Sa caractéristique est un état permanent d'instabilité. Des quantités croissantes de papier soumises aux variations du change s'y opposent aux marchandises.

La concentration capitaliste s'y opère sur un rythme accéléré.

L'offensive patronale contre la classe ouvrière y détermine, entre un patronat de combat et le prolétariat opprimé, une tension sans cesse croissante des antagonismes sociaux.

Le marché intérieur absorbe de moins en moins de produits poussant ainsi, à toute vitesse, tout le système vers de nouvelles guerres impérialistes.

La guerre a déplacé brusquement le centre de gravité industriel du monde, par l'entrée en ligne de l'Amérique comme pays exportateur de produits fabriqués.

De riches provinces industrielles d'Europe ont été détruites et se restaurent difficilement.

Surdéveloppé pendant la guerre, l'appareil industriel du monde se trouve face à face avec l'impuissance consommatrice des masses.

Un état de crise permanent règne. Dans le déséquilibre général, la prospérité n'est que temporaire, localisée et factice.

Les changes bouleversés établissent des barrières économiques entre les nations.

Le système capitaliste s'est hiérarchisé.

La colonisation industrielle de l'Europe centrale et de l'Allemagne se poursuit implacablement au détriment des prolétaires, excitant

la rivalité du franc, de la livre et du dollar, tandis que l'exploitation coloniale renforcée de l'Orient et de l'Asie met aux prises l'Angleterre et l'Amérique, rivales en pétrole, et toutes les nations capitalistes rivales en débouchés.



Au sein de ce capitalisme est né l'Etat prolétarien de Russie.

Comment cet Etat prolétarien doit-il être manié par l'Internationale Communiste pour concourir à de nouvelles révolutions prolétariennes, pour élargir le champ d'action et la zone d'influence de la dictature du prolétariat ?

Comment cet Etat prolétarien peut-il travailler au renversement du capitalisme et à la construction d'une économie communiste ?

Telle est la question que nous devons étudier. Le passé d'avant 1917 ne peut guère nous servir. L'expérience ancienne ne saurait s'appliquer exactement à la situation nouvelle créée par l'existence d'un Etat prolétarien.

BERTREINT.

Reclamer avec ce numéro la Table des Matières du Bulletin Communiste 1922.

La Question Coloniale

Le *Bulletin Communiste* avait publié sur « le communisme et la question coloniale » un rapport présenté au 2^e Congrès Interfédéral Communiste de l'Afrique du Nord qui aurait, soi-disant, été adopté à l'unanimité par ce Congrès.

Le délégué de la Fédération d'Alger au dernier Conseil National était porteur d'une communication de sa fédération déclarant que ce rapport n'avait point été adopté par le Congrès Interfédéral, et que la Fédération d'Alger était pour son compte résolument hostile aux idées contenues dans ce rapport.

En fait, ce rapport « esclavagiste » était l'œuvre personnelle d'un homme, actuellement passé aux résistants, et dont la prose s'étale dans le *Populaire*.

Il est bien entendu que dans ces conditions les appréciations contenues dans mon article « Une Honte », publié par le *Bulletin Communiste* du 4 janvier ne peuvent s'appliquer qu'à l'auteur du rapport et non aux Fédérations algériennes qui ne l'ont point adopté et dont il n'exprime point les idées.

R. L.

Communisme et Guerre

Dans le *Lavoratore* de Trieste, le seul quotidien communiste qui paraisse encore en Italie, le camarade Bordiga consacre un article à la question soulevée par le discours de Boukharine, en partant de la polémique qui a eu lieu en France à ce propos. En voici la partie essentielle :

En 1914, les chers amis et parents des résistants français d'aujourd'hui qui, partout, au nom du socialisme applaudirent à l'union sacrée et à la guerre, fabriquèrent un principe qu'ils prétendirent insérer dans la pensée socialiste : celle de la *défense sociale* : quand la nation est menacée, attaquée, envahie par les armées étrangères, les prolétaires socialistes, mettant de côté la lutte de classe et l'intention révolutionnaire de renverser le régime, doivent donner à l'Etat, même capitaliste, leur concours pour la défense du territoire national.

Dès lors, les socialistes sérieux, les communistes qui suivent la ligne qui va de Marx à Lénine, de la doctrine du *Manifeste des communistes* à celle de Moscou, firent la critique de ce prétendu principe, qui n'était que le masque de la trahison et qui fut défendu depuis lors par tous ceux qui sont restés dans le camp des ennemis du prolétariat. Nous ne répéterons pas toute cette critique dont le fondement élémentaire consiste à observer que tout peuple et tout Etat a la possibilité et le droit de se considérer, même s'il n'est pas attaqué ou envahi, comme exposé à la menace de l'invasion par le fait même du déchainement de la guerre. Le principe de la défense nationale détruit tout simplement toute possibilité d'action du prolétariat international contre la guerre capitaliste.

Et, en effet, ce principe fut invoqué de part et d'autre avec les mêmes arguments ; qui peut nier, d'ailleurs, que, si une révolte des soldats français ou quelque autre forme moins aiguë de sabotage subversif français pouvait mener l'ennemi à Paris, de même une action analogue tentée en Allemagne, une heure après la fatale déclaration, pouvait causer un succès des armées de l'Entente ? Le principe de la défense nationale est le principe de la guerre entre les prolétaires, et son application tue toute possibilité d'arrêter par une action de la classe travailleuse les menaces de guerre, de provoquer la guerre révolutionnaire contre le capitalisme.

La position théorique du socialisme marxiste en face de ce problème est donc la *négation du principe de la défense nationale*, ou la négation du devoir et de la nécessité préjudiciels que les travailleurs et les partis de leur classe auraient eus de servir la cause militaire de leur pays.

L.I.C. est et reste sur le terrain de la négation théorique et pratique d'un pareil principe et de tout le verbiage de rhétorique patriotique dont l'entourent les renégats de la lutte de classe. Cette attitude ne pourra jamais être abandonnée par Boukharine ou par n'importe lequel des nôtres et ne pourra être que confirmée dans tous les textes de l'Internationale.

« Donc, jusqu'ici, l'examen du problème nous fournit une première conclusion *négative*, par la démolition du sophisme de la défense nationale. Mais pour arriver aux indications positives concernant la tâche des Partis Communistes en cas de guerre,

il ne suffit pas de renverser formellement les termes de cette négation et de dire simplement : le devoir des travailleurs communistes est la lutte contre leur propre Etat quand celui-ci est engagé dans une guerre.

Les « résistants » français et leurs compères des autres pays ont probablement attribué à l'Internationale ce qu'ils appellent un de ses principes fondamentaux par cette méthode dont quiconque a le moindre bon sens peut constater l'erreur.

La solution positive pratique du problème exige qu'on recoure à des éléments plus complets et qu'on tienne compte des rapports des forces historiques représentées, dans la situation donnée, par les Etats en conflit et les partis révolutionnaires prolétariens.

En présence de la grande guerre de 1914, les communistes russes d'aujourd'hui, et modestement nous aussi communistes italiens, nous primes aussitôt l'attitude positive complète : c'est une guerre impérialiste, un conflit entre deux groupes d'Etats capitalistes, et aucun d'eux ne mérite la solidarité du prolétariat. Donc lutte contre les renégats fauteurs de la défense nationale française ou allemande, italienne ou autrichienne, et lutte menée de Zimmerwald à Brest-Litovsk pour transformer la guerre entre les Etats capitalistes en guerre révolutionnaire du prolétariat. Le *défaitisme* des bolchevistes russes, impeccable du point de vue théorique — dès que l'on a exclu de la pensée socialiste le principe de la défense de la patrie et aussi sa parodie, le « devoir de ne pas saboter la guerre » — est justifié dans la pratique par les événements qui, de la défaite de l'armée tsariste, firent surgir le triomphe de la Révolution en Russie.

Au principe de la « défense nationale », la pensée et la méthode révolutionnaires communistes opposent non le *principe* du défaitisme, mais celui de l'emploi des forces politiques réelles pour déterminer la guerre de classes et la révolution prolétarienne. Le *défaitisme* n'est donc pas un *principe*, mais un moyen, l'un des moyens de transformer révolutionnairement la situation créée par la guerre — moyen qui peut ne point convenir, soit à cause de la faiblesse du parti prolétarien d'un pays donné, soit parce qu'il y en a de meilleurs.

Si nous nous posons le problème d'une guerre possible de 1923, nous commencerons comme en 1914 par chasser de nos rangs ceux qui veulent y apporter le critérium de la concorde nationale et de la défense de la patrie (et c'est pourquoi, MM. les résistants, nous sommes très heureux de nous être débarrassés de vous aujourd'hui qu'il commence à faire chaud). Ensuite nous considérerons la situation et constaterons qu'il y a quelque chose de changé : parmi les moyens que nous ne repoussons pas par principe, comme le défaitisme et le sabotage de la guerre, il y a aussi des moyens politiques et historiques propres à nos fins et qui s'appellent armées, armées, Etats. Aujourd'hui il y a un Etat prolétarien, une armée prolétarienne. Tel est l'élément fondamental de notre jugement.

En présence d'un conflit armé entre Etats nous ne pouvons négliger cette considération vraiment fondamentale : quelle est la position de l'Etat russe dans le conflit ?

Tout en continuant à nier le principe de la dé-

fense de la patrie et en appelant certains Partis Communistes à employer le délitisme, nous pourrions parfaitement indiquer une autre voie à d'autres partis si leur pays se trouvait, par exemple, aux côtés de l'Etat prolétarien.

Peut-on exclure une telle possibilité historique ? Certes non. Et quiconque a quelque familiarité avec le socialisme doit se convaincre qu'il n'existe aucun principe qui exclue l'éventualité d'une pareille marche des événements et la légitimité, pour les partis prolétariens, de choisir l'action capable de l'accélérer davantage.

Nous ne voulons pas envisager ici le côté concret du problème, mais uniquement débarrasser le terrain d'équivoques de caractère doctrinal et montrer qu'on n'est pas en présence de renoncements ou de changements de direction, mais de conclusions logiques que chacun peut tirer des principes fondamentaux du socialisme révolutionnaire. Rien de ténébreux et de mystérieux dans le discours de Boukharine, et ce n'est certes pas des « résistants » français qu'il peut recevoir des leçons de fidélité aux principes communistes.

L'objection que les communistes se trouveraient, en ce cas, sur un même plan d'action que l'Etat bourgeois ne signifie rien. Le fait — non impossible mais qui entraînerait beaucoup de complications et donnerait lieu en tout cas à l'équilibre le plus instable dans la politique intérieure — qu'un Etat bourgeois soutienne la Russie dans

une guerre et que le P.C. soutienne la même cause belliqueuse et militaire, ne supprimerait pas l'antithèse entre cet Etat et le parti révolutionnaire.

Kemal Pacha a pu avec l'appui de la Russie prolétarienne et aux applaudissements des communistes internationaux frustrer l'impérialisme anglais en Orient. Cela n'empêche pas que les communistes turcs soient dans de tels rapports de... collaboration de classe avec Kemal, qu'il les fait emprisonner et exécuter.

Nous ne croyons donc pas que beaucoup d'Etats bourgeois soient prêts à accepter comme alliés nos camarades de l'armée rouge. Mais nous voulons en ce moment établir le bon droit théorique que Boukharine qui a dit : « Nous sommes contre le principe de la défense nationale, mais nous affirmons que la tactique des P.C. en cas de guerre est une question d'opportunité, ce qui signifie, pour qui est moins bête qu'un « résistant », que le problème doit être résolu suivant les éléments de la situation, abstraction faite du principe de la « défense » comme d'un principe imaginaire « d'antidéfense ».

En réalité, les auteurs du mensonge de la défense nationale deviennent, en temps de paix, les auteurs du non moins idiot mensonge du pacifisme de principe, de la négation stérile de la guerre et de la violence. Mais les principes communistes sont tout autre chose.

Amadeo BORDIGA.

Appel de l'I. C. et l'I. S. R. aux Travailleurs de tous Pays

CONTRE LE FASCISME ITALIEN

Après deux années de pillages, d'incendies et de meurtres perpétrés contre la classe ouvrière, les fascistes ont pris le pouvoir en Italie. Le régime parlementaire est aboli; la liberté de la presse, même celle de la presse bourgeoise libérale, est supprimée; tous les pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire sont aux mains d'une Camarilla, dont le chef est Mussolini, qui a pris le nom de « Grand Conseil Fasciste », et que soutient un corps de 100.000 prétoriens.

Pour les ouvriers et les paysans d'Italie, il n'y a plus de code civil, comme il n'y a plus, pour les fascistes, de code pénal. Toutes les libertés civiles et politiques sont abolies pour la classe ouvrière; le droit de réunion et d'association, national et international, est annulé; les biens et les propriétés des travailleurs sont exposés à la destruction et au pillage; on dévaste les habitations des prolétaires, on brûle ou on occupe le siège de leurs organisations coopératives, syndicales et politiques; on brutalise, on incarcore et on tue impunément les meilleurs fils de la classe ouvrière; on viole leurs femmes; on massacre des vieillards et des enfants. La magistrature prononce des verdicts impi-

toyables contre les ouvriers qui tentent de se défendre. Mais les crimes fascistes demeurent impunis.

Tel est le régime d'assassinat et d'arbitraire imposé à l'Italie ouvrière.

Camarades! La situation actuelle de l'Italie est l'image de ce que pourra être demain la situation dans vos pays si vous ne réussissez pas à enrayer l'extension du fascisme et à l'écraser là où il s'est déjà affirmé.

La situation spéciale de l'Italie donne au fascisme une force particulière. Mais les causes de sa naissance et de son développement ne sont pas exclusivement propres à l'Italie, elles sont communes à tous les pays capitalistes. La crise internationale du capitalisme porte en soi le germe de la naissance du fascisme mondial.

Dans certains pays, la petite bourgeoisie désillusionnée, souffrant des conséquences de la guerre, attend vainement du fascisme une systématisation et une amélioration des conditions instables et précaires de son existence. La grande bourgeoisie agraire et indus-

truelle soutient directement le mouvement et lui assure le concours de l'Etat. Sur ces mêmes bases le fascisme s'est développé et a triomphé en Italie.

Pour la reconstruction de l'économie capitaliste ébranlée par la guerre impérialiste, la bourgeoisie internationale tend non seulement à imposer à la classe ouvrière les plus grandes restrictions, mais aussi à détruire dans la conscience et dans la volonté même des travailleurs toute possibilité, tout désir de révolte. Elle compte y parvenir grâce au fascisme, qui se développe parallèlement et en connexion étroite avec l'offensive anti-prolétarienne du capitalisme, dont il représente la dernière manifestation. La violence et l'assassinat, la faim et la misère : tels sont les moyens de la réaction pour terroriser les masses ouvrières, détruire leurs organismes de classe et les réduire en esclavage.

Le fascisme ne combat pas l'une ou l'autre fraction politique de la classe ouvrière; c'est toute la classe ouvrière qu'il prétend briser, parce que c'est uniquement dans une exploitation intense et dans l'assujettissement politique absolu de tous les travailleurs que la bourgeoisie voit une possibilité de reconstruction sociale.

Les fascisme, c'est aussi le nationalisme exaspéré. Il développe le militarisme, renforce les aspirations impérialistes, provoque des conflits politiques. La guerre impérialiste est son programme et son aboutissement logique. Il y témoignera de la même cruauté que dans la guerre sociale.

Le fascisme veut se répandre dans tous les pays pour résoudre la crise mondiale du capitalisme aux dépens de la classe ouvrière. On peut déjà observer des manifestations fascistes en Hongrie, en Allemagne, en Pologne, et ailleurs. On peut voir les gouvernements européens fraternisant avec le fascisme. Le péril est grave et pressant.

Une action immédiate du prolétariat international s'impose.

Camarades ouvriers et paysans !

Pour vaincre ce fléau et libérer le prolétariat italien de la sanglante oppression qui pèse sur lui, une action immédiate de défense et de solidarité s'impose. Les classes dirigeantes et les gouvernements de tous les pays sont responsables des crimes du fascisme italien ; sans leur consentement, la dictature de la bande à Mussolini n'aurait pas pu triompher. Votre devoir est d'assurer le blocus moral de l'Italie fasciste. Faites sentir à votre bourgeoisie, à vos gouvernements votre énergique résolution. Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour isoler l'Etat et le gouvernement fascistes. Tant que la classe ouvrière italienne n'en sera pas libérée, les travailleurs de tous les pays doivent se considérer comme mobilisés et tenus de combattre sans trêve les responsables directs et indirects du banditisme fasciste.

Des grandes manifestations doivent être organisées dans les villes et dans les campagnes de tous les pays,

auxquelles on appellera indistinctement toute la classe ouvrière et paysanne. Les représentants à l'étranger de l'Etat fasciste doivent savoir quel mépris et quelle haine les masses ouvrières nourrissent envers les bourreaux de nos frères d'Italie. Tous les actes officiels de l'Etat fasciste doivent donner aux masses laborieuses l'occasion de manifester leurs sentiments à l'égard du fascisme. Les ouvriers et les paysans italiens à l'étranger, les émigrés, et les réfugiés tiendront certainement à honneur d'être à l'avant-garde dans cette lutte contre l'abjecte tyrannie qui sévit au pays des « chemises noires ».

L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge prêteront à cette action du prolétariat mondial le concours de toute leur solidarité politique, morale et matérielle. L'I.C. et l'I.S.R. ont dans ce but, décidé de constituer un fonds international. Toutes les organisations politiques, syndicales, coopératives du prolétariat mondial ont le devoir de collaborer à cette action, qui doit revêtir des formes appropriées aux tentatives d'organisation du fascisme dans chaque pays.

En luttant contre le fascisme italien, travailleurs de France, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Amérique et des autres pays, vous luttez pour votre liberté, vous faites sentir à vos classes dominantes que jamais vous ne tolèrerez l'extension du régime de l'arbitraire et de l'assassinat qui s'est imposé en Italie. Réunissez toutes vos forces contre l'avant-garde du fascisme international, contre le fascisme italien !

Vive l'héroïque classe ouvrière italienne !

Vive la solidarité effective des ouvriers de tous les pays contre les bourreaux fascistes !

Moscou, Janvier 1923.

Le Comité Exécutif de l'I.C.

Le Bureau Exécutif de l'I.S.R.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

**LES S.-R. ET
VANDERVELDE**

par Jacques SADOUL

Une forte brochure de 64 pages : 0 fr. 50.

Edition de la librairie de l'Humanité.
142, rue Montmartre, PARIS.

Le Mouvement syndical sous le Joug du Fascio

Le mouvement syndical italien a durement souffert de la « Révolution » fasciste. L'organisation des cheminots a perdu plus que la moitié de ses membres. La Confédération Générale du Travail (C.G.T.) ne comprend guère plus que 300.000 à 500.000 ouvriers organisés; l'Union Syndicale italienne n'existe pour ainsi dire plus, exception faite de quelques petits groupes; les « Popolari » (socialistes-chrétiens) ont également perdu un grand nombre de membres en dépit de leur adhésion au fascisme. Le nombre des membres de syndiqués fascistes étant seul accru.

L'unité et l'union de tous ceux qui se placent sur le terrain de la lutte des classes est ainsi devenue la plus grande des nécessités. Toutefois, les réformistes, fort contrariés de l'extension de l'influence communiste parmi les masses et qui cherchent, d'autre part, une entente avec les fascistes, s'ils parlent bien de l'unité des organisations syndicales, profitent, en réalité, de la situation politique pour ne pas convoquer des congrès qui ne parleraient point en leur faveur. Ils introduisent — d'une façon toute dictatoriale — des modifications dans les statuts des organisations et dans leur programme même. Ne visant que l'union avec les nationalistes, ils mènent une rude campagne pour chasser les communistes. Jamais fascistes n'auraient pu trouver de meilleurs alliés. Preuve en est, entre autres, le programme du Comité pour l'unité des organisations syndicales (*Comitato per l'Unità Sindicale*), qui vient d'être fondé et se compose de : Rinaldo Rigola, Ettore Gaetani (réformistes), Aleste de Ambris, Olivetti (syndicalistes nationaux), Ronzani (d'annunzian).

C'est au cours de sa réunion constitutive que ce comité adopta son programme purement nationaliste: l'organisation syndicale ne devra jamais agir contrairement aux intérêts nationaux; elle pratiquera la lutte de classes pour améliorer la situation du prolétariat, mais sous des formes « cultivées ». La *collaboration avec la bourgeoisie* a été adoptée en principe. Pas un mot ne fut soufflé des relations internationales et des organisations des fascistes.

Le programme déclare que tous ceux qui répudient le principe nationaliste ainsi que la collaboration des classes ne peuvent faire partie de l'organisation syndicale. Celle-ci ne doit être en relation avec aucun parti politique; elle ne tolérera pas de groupes ou noyaux politiques dans son sein.

Il appert de ce qui précède qu'il s'agit d'exclure les communistes du mouvement syndical. La direction officielle de la Confédération Générale du Travail n'a d'ailleurs rien à objecter à cela. Les derniers numéros de son organe disaient clairement qu'une « critique apolitique » était seule permise dans l'organisation et que si les communistes y continuent leur action on les en chassera. Tandis que commence cette offensive

contre nous, on fait des avances aux fascistes. Ceux-ci ont naguère fait mine de vouloir seconder ce mouvement syndical unitaire; ils lui posent aujourd'hui les conditions les plus dures, exigeant l'inféodation du syndicalisme au fascisme et son détachement de l'Internationale d'Amsterdam. Les réformistes se rebiffent-ils au moins? Pour le moment, oui! Mais nous ne jurerions point qu'ils ne céderont pas demain. Ils ont fait de nombreuses concessions déjà. Ils ont abandonné toutes leurs idées; il ne leur est resté que la gestion administrative du mouvement syndical, et c'est avec raison qu'il faut craindre des chefs réformistes de la C.G.T.U. qu'ils ne souscrivent finalement à toutes les exigences du fascio pourvu que leurs emplois leur soient laissés.

On sait depuis longtemps de quels moyens les fascistes se sont servis pour acquérir des effectifs syndicaux; ils y ajoutent à présent un nouveau procédé : l'Etat qui les soutient en toutes circonstances leur permet d'occuper toutes les fonctions intéressant la vie du travail. Ainsi, le placement des chômeurs leur a été confié, ce qui fait qu'une grande partie de ceux-ci doivent, bon gré, mal gré, s'inscrire dans les organisations fascistes pour trouver quelque jour du travail. Rien d'étonnant si les effectifs des corporations fascistes augmentent. — Il dépenserait un million. Edmondo Rossini, secrétaire général des organisations professionnelles fascistes, déclarait cependant, voici quelques jours, n'avoir encore distribué que 250.000 cartes. Il ne faut pas perdre de vue que les corporations syndicales fascistes englobent des patrons aussi bien que des ouvriers; ce ne sont pas des organisations syndicales proprement dites.

Quels sont leur programme et leurs méthodes? Elles posent à la lutte de classes la lutte des « capacités individuelles »; *salaire proportionné aux aptitudes* , sur ce principe se base le programme syndical fasciste; son identité avec les théories du capitalisme bourgeois saute aux yeux.

Les membres n'ont rien à dire dans les corporations fascistes, l'épisode des marins est à ce propos éloquent. L'accord conclu entre d'Annunzio et Giolitti pour les marins « socialistes », et Mussolini pour les marins fascistes subordonne toutes les revendications et toute l'agitation syndicale des marins à l'approbation du fascio!

Esclavage politique et économique. Ces trois mots définissent la situation actuelle de l'ouvrier italien. Aucune liberté, aucune justice, aucun droit. La prison, les sévices, le meurtre, l'assassinat, des salaires de famine — voilà le lot du prolétariat jugulé par la réaction dans ce pays. Mais le réformisme socialiste n'y veut voir d'autre ennemi que le communisme.

Luigi REPOSSI.

Luigi Reppi

La Révolution d'Octobre

LE TÉMOIGNAGE D'UN ENNEMI

Les Blancs russes qui, pendant quatre années ont, sans trêve, combattu la révolution d'Octobre sont bien morts et profondément enterrés. Leur dernière équipée, celle de Vladivostok, a fini comme toutes les autres : lamentablement. Mais pour tous les révolutionnaires, auxquels l'avenir prochain — M. Poincaré aidant ! — réserve de grandes tâches, la révolution et la contre-révolution russe demeurent le sujet d'études le plus actuel, le plus fécond.

Rappelons à ce sujet la question capitale qui fera pendant longtemps encore l'objet de laborieuses recherches d'historiens :

Comment la Révolution d'Octobre, faite par des classes laborieuses épuisées, après une guerre de quatre années qui avait ruiné l'industrie, le réseau ferré, les finances du pays, sabotée puis combattue par presque toute « l'élite intellectuelle » — cadres de la production et de l'administration — bloquée et combattue par toutes les grandes puissances, objet de dix agressions blanches combinées avec l'intervention étrangère (Nord-Arkhangelsk, Volga-tchécoslovaques, Rodzianko et Youdenitch contre Petrograd, Denikine, Wrangel, Koltchak, Semenov et l'intervention japonaise en Extrême-Orient, agression polonaise, Merkoulov, puis Diederichs à Vladivostok), ayant, semble-t-il, toutes les chances contre elle, a-t-elle vaincu en toutes circonstances, miraculeusement, complètement ?

Comment se fait-il qu'aucun concours n'ait pu procurer aux Blancs — à la Bourgeoisie en armes — une victoire durable ?

Nos ennemis nous ont fourni sur ce sujet bien des témoignages qui resteront. Celui de M. V. Choulguine, rédacteur du *Kievtanine*, quotidien monarchiste de Kiev, ancien député à la Douma où il siégea à l'extrême droite, est à coup sûr l'un des plus curieux et des plus nets.

M. V.-V. Choulguine est l'auteur d'un livre fort attachant et fort bien écrit : *L'Année 1920. L'année blanche...* Pour que son témoignage ait pour nous toute sa valeur, demandons d'abord à M. V.-V. Choulguine de nous définir les rouges. Tenez-vous bien !

« Les rouges sont des voleurs, des assassins, des hommes de violence, inhumains et cruels (*sic*). Rien n'est sacré pour eux. Ils ont répudié la morale et les traditions, l'Évangile du Seigneur. Ils méprisent le peuple russe... Ce ne sont pas des hommes, ce sont des fauves. »

Nous sommes fixés sur l'impartialité du témoin. Mais que cette amusante définition des bolcheviks ne nous induise pas à méconnaître la clarté et la droiture du jugement de M. Choulguine sur ceux et sur ce qu'il connaît.

« Pourquoi, se demande-t-il, maîtres de l'Ukraine et du Caucase, disposant d'une puissante armée ravitaillée par l'Angleterre et la France, marchant sur Moscou, dépassant Orel, avons-nous été battus ? » « Pourquoi Denikine a-t-il échoué ? » Et il répond : « Parce que les blancs n'étaient pas blancs : ils étaient sales ». — « Parce que leur œuvre commencée par des hommes qui étaient

presque des saints, tomba aux mains d'hommes qui étaient presque des bandits ». — « Parce qu'au lieu de devenir des aigles ils devinrent des voleurs... » Ainsi, conclut le vieux monarchiste, la mort dans l'âme, après avoir narré quel sillage de haine l'armée blanche laissait après elle dans le pays libéré des bolcheviks, comment elle pillait, comment elle allumait ou bombardait des villages en représailles pour la plus légitime résistance à l'arbitraire — il fallait bien se débarrasser des obus pendant la retraite — comment des jeunes gens de l'ancienne jeunesse dorée devenaient de cyniques bandits, comment des jeunes élégantes, élevées à l'Institut des Demoiselles Nobles de Smolny, applaudissaient en souriant au pillage du paysan.

Il y a trois aveux dans ce livre et il n'y a que cela. — L'armée blanche, qui s'appelait nationale, n'était qu'une armée de classe, formée d'anciens officiers et d'éléments exclusivement bourgeois ou petits-bourgeois. — Cette armée se débada promptement, traita l'habitant en ennemi, mue très probablement en cela par un instinctif sentiment de classe, vécut de pillage, pratiqua le banditisme en grand. — Ce fut la cause de son écrasement. Elle se fit vomir par le pays.

On ne peut mieux reconnaître implicitement l'incomparable supériorité morale des rouges.

M. Choulguine fut un des derniers défenseurs d'Odessa avant l'évacuation de cette ville par les blancs. Il y avait à ce moment à Odessa environ 25.000 officiers officiellement enregistrés : beaucoup plus qu'il n'en eût fallu, avec un peu de courage et d'organisation, pour tenir tête à l'armée rouge, encore faible. Aucun effort sérieux de résistance ne fut néanmoins tenté par les blancs démoralisés chez lesquels sévissaient l'ivrognerie, les discordes entre états-majors (allant jusqu'à l'assassinat, la corruption, le favoritisme, le mépris légitime des chefs). Le général Kirpitchnikov, chef de la Sûreté, souillé d'exactions et de crimes qui révoltaient même dans ce milieu pourri, fut exécuté par un groupe d'officiers restés impunis... C'était un sale... Plus tard, à Sébastopol, dans la Crimée de Wrangel, le vieux Choulguine et ses fils contemplèrent un autre spectacle : la joie de vivre, la grande noce de l'arrière, le festin continu d'une caste militaire irrémédiablement condamnée qui se hâte de jouir avec ses prostituées, des beaux soirs de Tauride. « Ça ne tiendra pas ! » dit tristement une contre-révolutionnaire.

Passons. Tels sont les blancs russes, les vaincus de la Révolution d'Octobre. Vaincus, dégénérés, finis. Soit. Mais comment expliquer les roumains et les français ?

Les roumains sont féroces et voleurs. Quand une héroïque poignée de blancs, traînant leurs femmes et leurs enfants, se présente sur la glace devant Alkerman pour y demander asile, le commandant roumain la chasse. Quand ces misérables, mourant de faim, de fièvre, de froid, tousjours traînant leurs blessés et leurs familles, passent le Dniester, dans leur obstination à vouloir

un asile, les roumains les désarment, les dévalisent (« ils nous enlèveront jusqu'aux alliances... ») et les envoient à une mort quasi-certaine... L'égoïsme national de la bourgeoisie roumaine, son dédain de ces écrasés qui ne peuvent plus servir à rien, son inhumanité, nous paraissent devoir être notés : c'est une infériorité terrible pour les classes bourgeoises que d'être à ce point divisées par des égoïsmes nationaux. L'avenir est aux solidaires.

Le dernier chapitre du livre de Choulguine est consacré à Constantinople, où régnaient (en 1920) les français. Nous y retrouvons le sentiment exprimé par l'unanimité des auteurs de la contre-révolution russe : par son attitude envers les réfugiés blancs, vaincus, qu'elle avait si longtemps poussés au combat et « reconnus », la France impérialiste s'en est fait exécrer. Aucune hypocrisie intelligente n'a masqué son jeu. « Je paie, disait en somme la finance française, aux combattants de la bourgeoisie russe, faites-vous tuer ». C'est le mot de M. Noulens à la veille de Yaroslavl, c'est le geste de Janin livrant Koltchak aux insurgés, c'est toute une politique égoïste, bornée, brutale, d'hommes d'affaires maladroits. A Constantinople les soldats de Wrangel sont traités en prisonniers sur les vaisseaux russes de l'ancienne flotte de la mer Noire, livrés à la France contre la maigre pitance — haricots et conserves — qui permet à ces vaincus de ne pas mourir de faim...

...Les rouges, M. Choulguine les a connus pour avoir été leur prisonnier et pour avoir vécu caché à Odessa sous le régime de la terreur. Il en parle plus haut que sa haine. Dévalisés et chassés par avec haine. Mais les faits qu'il relate, tous, parlent

plus haut que sa haine. Dévalisés et chassés par les roumains, ses compagnons et lui se rendent à la « division rouge du camarade Katovsky » qui est — naturellement — un ancien forçat... A la division Katovsky, ces prisonniers de guerre civile trouvent un accueil fraternel. Katovsky sait imposer la discipline révolutionnaire : on ne vole ni ne fusille chez lui. Nous blâmerions même l'excès de mansuétude de ces rouges qui donnent si volontiers à leurs prisonniers toute les facilités de regagner librement Odessa, où ils vont recommencer à conspirer. Mais quel contraste entre les blancs, les roumains et ces rouges !

Il n'est pas jusqu'à la tchéka que ne réhabilite le témoignage de notre écrivain monarchiste antisémite.

Il y a dans son récit un tchékiste : « Un homme d'idées... non... mais pas corrompu... Je l'ai vu laver lui même ses chemises... Il n'a pas d'argent... Il est orgueilleux, têtu, impitoyable... Il nous fusillerait tous sans broncher... » Mais oui : on aperçoit un révolutionnaire. Odessa blanche était remplie d'ivrognerie et d'assassins. Odessa rouge est affamée, mais l'ordre révolutionnaire y règne et chaque fois que M. Choulguine prend contact avec la milice ou avec les patrouilles nocturnes, la bonhomie fraternelle des soldats de la révolution lui permet de s'en tirer...

M. Choulguine, un des leaders de la réaction russe, a vu les blancs et les rouges à l'œuvre et son témoignage est formel : les blancs, russes, roumains, français, étaient sales. Les rouges étaient énergiques, implacables, et les meilleurs...

Victor SERGE.

La confusion s'accroît dans la social-démocratie allemande

Le parti socialiste unifié d'Allemagne se débat dans une grave crise. C'est l'occupation de la Ruhr qui a fait surgir un nombre sans cesse croissant de différends politiques au sein du parti qui, il y a à peine cinq mois, s'était proposé d'apporter le salut à la classe ouvrière par la fusion des social-pacifistes avec les réformistes avérés.

L'effervescence nationaliste, provoquée par l'occupation de la Ruhr, a saisi des parties considérables des dirigeants du parti social-démocrate. La majorité des chefs préconisent et pratiquent, comme en 1914, l'union sacrée avec la bourgeoisie, contre « l'ennemi étranger ». Au lieu de faire appel à la classe ouvrière, en vue de la dresser contre les capitalistes de quelque nationalité qu'ils soient, les anciens social-patriotes s'efforcent de lier les travailleurs allemands à leur bourgeoisie, de les inciter à la résistance « nationale » contre l'arrestation de leurs exploités, à la grève dans la Ruhr contre les envahisseurs.

M. Sassenbach, leader réformiste de la C.G.T., est allé à La Haye, chargé par ses amis de voter contre une grève générale du prolétariat de toute l'Europe. Mais en même temps, le chef du syndicat des métallurgistes de Berlin, Urich, a déclaré, au sujet d'une proposition de grève pour l'augmentation des salaires, qu'il ne fallait pas compromettre, par des actions prématurées et particulières, le succès d'une grève générale contre l'impérialisme. Les chefs du parti socialiste et de

la C.G.T. sont contre la grève générale ; mais ils se servent de la perspective d'une telle grève (qu'ils sont résolus à combattre) pour empêcher des actions immédiates tendant à améliorer la situation des ouvriers. Les réformistes combattent la grève générale en Europe et en Allemagne, mais ils la préconisent pour la Ruhr. La grève générale dans toute l'Allemagne se dirigerait à la fois contre le capitalisme allemand et contre l'impérialisme français : elle pourrait compromettre l'unité nationale. Mais une grève localisée dans la Ruhr, ne se dirigeant que contre le capitalisme étranger, serait susceptible de soutenir la « patrie ». Voilà le point de vue des social-patriotes allemands !

Les grandes masses adhérant à la social-démocratie, désapprouvent cette attitude de leurs chefs. Elles poussent les leaders de l'ancien parti indépendant à une opposition de plus en plus accentuée contre la politique d'union sacrée. La semaine dernière, il y a eu un grave conflit au sein du groupe socialiste « unifié » au Reichstag, lors du vote de confiance à la déclaration gouvernementale sur l'invasion de la Ruhr, signée par tous les partis bourgeois. Le groupe socialiste avait décidé, à une faible majorité, de soutenir et de voter la déclaration commune. Lors du vote, en séance plénière, une grande partie des députés socialistes s'abstinrent, quittant la salle ou donnant des billets nuls.

Aujourd'hui, à la Diète prussienne, la désunion

des unifiés s'est révélée avec éclat. Il s'agissait de nouveau de voter, ensemble avec les partis bourgeois, jusqu'aux pangermanistes, une déclaration chauvine d'union sacrée. La majorité des députés socialistes votèrent pour ; la minorité, anciens indépendants, votèrent contre, avec les seuls communistes. En pleine séance, devant les partis bourgeois, quelques bonzes social-patriotiques crièrent à leurs camarades indisciplinés : « Allez donc rejoindre les communistes ! »

Dans les groupes parlementaires, les adversaires de la politique du front unique national constituent la minorité. Cependant, les masses du parti les appuient dans leur écrasante majorité. Le *Vorwaerts*, inféodé à la bourgeoisie, écrit comme au pire temps de la guerre. Mais la presse de province du parti social-démocrate commence à se révolter.

Il est d'ailleurs remarquable que les social-patriotes mêmes ne sont pas d'accord sur les questions fondamentales de leur politique. Abstraction faite de l'opposition des anciens indépendants contre les chefs chauvins, les social-nationalistes se

disputent entre eux. Edouard Bernstein, premier champion du réformisme, fait appel à l'Angleterre pour qu'elle vienne sauver l'Allemagne. Son ami Quessel, par contre, préconise la création du trust Loucheur-Stinnes et une orientation française de la politique allemande.

Pour pousser la confusion au comble, M. Kautsky vient publier un article dans le *Vorwaerts*. La solution envisagée par Kautsky est aussi éloignée du marxisme que Kautsky est éloigné de son passé. Pas un mot d'un développement nécessaire, conditionné par la force des choses. Pas un traitre mot du prolétariat, qui seul est capable de mettre un terme aux sévices du capitalisme. M. Kautsky espère que la brutalité et la grossièreté des mœurs, conséquences de la guerre, disparaîtront peu à peu, et qu'à mesure qu'elles s'effaceront, il sera possible d'édifier le monde du pacifisme sur le principe de la liberté ! Voilà qui est bien « marxiste ». Pauvre parti socialiste « unifié » !

Lucien REVO.

EN RUSSIE SOVIETISTE

Les travailleurs de Moscou manifestent contre la guerre et l'Impérialisme

Moscou vient d'être le théâtre de grandes manifestations ouvrières. Le prolétariat de la capitale révolutionnaire a tenu à exprimer, à l'occasion de l'occupation de la Ruhr, sa solidarité avec les travailleurs affamés d'Allemagne et ceux de tous les pays menacés à nouveau par l'impérialisme. Les 15, 16, 17 janvier, ces manifestations ont revêtu une ampleur particulière. Le jour de Karl et de Rosa est, depuis leur assassinat, un anniversaire marqué avec ferveur par les ouvriers russes.

Les meetings commencent dans toutes les fabriques et usines aussitôt après l'arrivée des dépêches annonçant l'entrée des français dans la Ruhr. Le 15, dans la soirée, une foule dense défile devant l'édifice occupé à Mokhovaya par les services de l'Internationale Communiste.

La spontanéité de ces manifestations improvisées en 12 ou 24 heures est digne de remarque. *La Ruhr !* Ce nom hier inconnu de milliers de travailleurs russes leur est soudainement devenu familier et signifie pour eux : *l'Impérialisme, la Guerre haïssables.*

Devant le siège du Soviet de Moscou des incidents émouvants se produisirent. Devant l'hôtel Lux, où résident de nombreux délégués de l'Internationale un meeting s'improvisa. Hoernle (Allemagne), Serrati, des militants anglais et français s'y firent acclamer tumultueusement. Le mot de la journée y fut donné par un ouvrier de l'usine d'électricité de Moscou :

« Que le prolétariat d'Allemagne et du monde sache que nous sommes prêts à venir à son secours ! »

L'Exécutif de l'U.C. reçoit de nombreuses résolutions des usines et des fabriques affirmant le même sentiment. Citons celles des entreprises du quartier

Rogochko-Simionov, des ateliers *Sulfit, Ero, Perun* : toutes contiennent la ferme promesse du prolétariat russe de s'opposer par tous les moyens à l'impérialisme et à la guerre, et de venir à l'aide des travailleurs d'Europe occidentale.

Frida RUBINER.

Les salaires

La hausse des salaires réels des ouvriers d'industrie, exprimés non en roubles soviétistes mais en roubles-or, est traduite par les chiffres suivants publiés dans la *Vie Economique* :

A Moscou l'ouvrier gagnait mensuellement en janvier 1922 8,82 ; en juillet 12,97 ; en septembre 16,69.

A Pétrograd, les chiffres correspondants sont : 11,45 (janvier) ; 13,15 (juillet) ; 17,42.

Dans dix gouvernements, ils sont : 5,88 (janvier) et 8,40 (juillet). (Font défiant pour septembre.)

Si nous désignons par le chiffre 100 le coût moyen minimum de la vie d'un ouvrier, nous constaterons que son salaire, qui était encore au-dessous de ses besoins en janvier 1922, les dépassait déjà assez sensiblement au mois d'août de la même année.

Donnons des chiffres :

Salaires moyen dans 17 gouvernements	78,4	129,8
» » à Pétrograd	87,7	143,6
» » à Moscou	51,8	121,7
» » à Ivanovo-Voznessensk	88,5	136,7

A Moscou les salaires les plus élevés sont ceux des travailleurs de l'alimentation (21,41, sept.), des cuirs et peaux (20,17, sept.) et des métallurgistes (19,66). L'industrie textile est défavorisée (11,66), de même que le vêtement (13,16). Le livre (13,16) et l'industrie chimique (8,50) ont une situation intermédiaire.

J. RABINOVITCH.

L'Angleterre et l'occupation de la Ruhr

En occupant la Ruhr, le gouvernement français a plongé l'Allemagne dans un état voisin du chaos économique. La hausse des prix y procède par bonds. Le mark tombe de même. Toutes les classes de la population réagissent contre l'occupation de la Ruhr avec la plus grande amertume.

De leur côté, les capitalistes français s'aperçoivent que leur action ne leur procurera probablement aucune rentrée au compte des réparations. Ployés sous le faix de leurs dettes ils ont néanmoins offert aux industriels allemands de leur payer le charbon de la Ruhr, quitte à récupérer ensuite du gouvernement allemand les sommes versées. Ils ont à supporter les frais considérables de l'occupation militaire. Il faudra qu'ils aient recours à des emprunts ou à de nouveaux impôts. Leur politique ne peut que compliquer encore une situation financière déjà extrêmement difficile.

Mais l'opinion se répand de plus en plus à l'étranger que l'obtention des réparations n'a pas été le but réel de l'occupation de la Ruhr. Le *Daily Chronicle*, organe de Lloyd George, va jusqu'à accuser la France de poursuivre les mêmes desseins d'impérialisme économique que l'Allemagne en 1914. Le reste de la presse anglaise, avec moins de franche hostilité, désapprouve cependant M. Poincaré.

L'attitude officielle du gouvernement britannique est celle d'une inquiétude mitigée par la grande satisfaction de voir la France se fourrer dans un guépier dont il lui sera difficile de sortir avec dignité. Les hommes d'Etat anglais semblent considérer comme irréalisable le dangereux dessein français de réunir le minerai français au charbon, à la métallurgie et aux transports allemands, sous une seule domination. Les rois anglais de l'acier et du charbon verraient avec colère la France annexer la Ruhr ; mais ils ne sont pas fâchés de voir désorganisée l'industrie allemande dont la concurrence les embarrasse.

La diplomatie britannique s'est, d'autre part, évertuée à détourner l'attention de la France de l'Orient, vers le Rhin. Mais ne perdons pas de vue que les milieux économiques anglais les plus puissants, mieux au courant de l'importance des événements que le *Foreign Office*, avertissent le pays que l'établissement du contrôle franco-belge sur la Ruhr constituerait pour l'Angleterre un danger égal à celui qu'eût été le contrôle allemand sur la Belgique, la Lorraine et le Nord de la France. Enfin les milieux financiers anglais se rendent compte de l'instabilité de la situation financière de la France et adoptent une politique propre à l'aggraver.

Les financiers et les industriels anglais accueillent d'autre part avec plaisir les importantes commandes de charbon qui leur viennent du continent à la suite de l'occupation de la Ruhr et suivent avec intérêt la dépréciation des changes européens. Ils espèrent gagner encore à la liquidation du capitalisme allemand et être assez forts pour obtenir le moment venu leur part dans la curée.

L'Angleterre a joué un rôle important dans l'émancipation relative de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie de l'influence française. Elle y

est arrivée par des manœuvres financières. Depuis 1914 le pouvoir de la France sur le continent a été plus apparent que réel. La France tendait trop visiblement à imposer aux nouveaux Etats vassaux sa suzeraineté politique et son exploitation financière. Les nouveaux Etats ont préféré se tourner discrètement vers l'Angleterre dont la tradition consiste à ne pas se mêler des affaires intérieures des pays d'Europe et surtout faire des affaires pour eux.

Les meilleurs esprits de la diplomatie anglaise comprennent parfaitement combien la France a encore de chemin à faire avant de pouvoir mettre en action son système extrêmement compliqué de domination économique. Ce qu'ils comprennent moins, c'est le danger pressant de la politique d'un Etat dont le gouvernement et les financiers se sentent presque acculés à la faillite, se rendent compte qu'ils devront peut-être refuser demain aux petits rentiers l'intérêt de leurs emprunts, etc. La finance et la bourgeoisie françaises pour éviter ce désastre sont évidemment capables de précipiter le monde dans une aventure désespérée.

Nous sommes persuadés que la France officielle comprend combien ses systèmes économiques financier et impérialiste sont disproportionnés les uns par rapport aux autres. Mais elle impute à la Grande-Bretagne la responsabilité d'une grande part de ses difficultés.

La France et la Belgique collaborent en ce moment étroitement : union basée sur les intérêts d'un seul bassin houiller, qu'exprime l'*Union des Banques de Paris et des Pays-Bas*, de l'*Union Parisienne* et de la *Société Générale* de Belgique. La géologie même plaide pour l'unification en un seul système politique des territoires qui constituent un seul bassin houiller étendu de la Manche à la Ruhr, de Calais à Dortmund et Hamm. Mais l'Angleterre ne l'entend pas ainsi. Naguère, quand le commerce était l'élément le plus important pour la Belgique, celle-ci, dont les intérêts principaux se concentraient autour d'Anvers et de Rotterdam, penchait vers l'Angleterre. Maintenant que la grande industrie, celle du charbon et du fer a la priorité en Belgique, les hommes d'Etat belges se tournent vers Paris.

Dans un système politique rationnel, exempt de compétitions historiques et de rivalités capitalistes, le Nord de la France, les vallées de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin ne constitueraient qu'un ensemble. Mais pour empêcher la constitution de cette puissance économique l'Angleterre a successivement combattu, au cours des siècles, l'Espagne, la France et l'Allemagne. Elle se battra de nouveau s'il le faut contre la France.

M. Poincaré recommence une vieille partie. Le cabinet de Londres aussi. Que ce soit Richelieu, Louis XIV, Napoléon ou M. Poincaré le dessein français est le même. Que ce soit Cromwell, Marlborough, Pitt, Wellington, Grey ou Bonar Law, le dessein anglais est le même. Tant que la bourgeoisie régnera des deux côtés de la Manche le même conflit recommencera indéfiniment et provoquera les mêmes malheurs.

J.-I. WALTON NEWBOLD.

Chronique Internationale

POLOGNE

L'offensive patronale se poursuit et s'aggrave en Pologne, coïncidant avec l'assaut de la réaction contre le pouvoir politique.

Au cours du dernier trimestre de 1922, le coût de la vie a triplé. Les salaires n'ont augmenté que de 96 %. Le commerce est prospère. Les classes possédantes sont presque absolument exemptées des charges fiscales. Le gouvernement a recours à des émissions ininterrompues de nouveaux billets de banque et à l'accroissement des contributions indirectes. Alors qu'en Angleterre et en France, les impôts indirects se montent à 20 ou 30 % du total des recettes de l'Etat, ils se chiffrent actuellement en Pologne par 88 %. L'exemption de la bourgeoisie des charges fiscales directes et l'incessante hausse de prix des articles monopolisés par l'Etat (sel, tabac, saccharine transports, postes, etc.) déterminent une crise constante dont les conséquences retombent exclusivement sur le prolétariat, qui n'a pas encore eu la force d'enlever de haut lutte l'échelle variable des salaires. Il existe bien une commission de statistique, à composition paritaire, dont la tâche est d'établir tous les mois le coefficient de la vie chère. Mais on a trouvé moyen d'en éliminer dernièrement les délégués ouvriers.

Le prolétariat polonais, décimé et désorienté par les agissements criminels du P.P.S. (Parti Polonais Socialiste) qui collabore avec zèle avec la Police « défensive », n'avait montré que fort peu de combativité au cours des derniers mois. La grève des journaliers agricoles de Posnanie étranglée par le P.P.S. et noyée dans le sang par les autorités polonaises, a été la dernière grande lutte du prolétariat polonais. Mais à mesure que le mouvement communiste se relève des coups que lui portèrent les arrestations en masse, la lutte des classes reprend.

Le plus grand centre industriel de Pologne, Lodz, donne l'exemple. Le 18 décembre s'y réunissait une conférence des syndicats et des délégués de fabrique. Pendant qu'elle siégeait, des réunions avaient lieu dans toutes les fabriques et usines, avec le concours de nos camarades. La conférence ouvrière de Lodz somma le gouvernement de dissoudre les organisations réactionnaires et d'épurer les administrations des fonctionnaires réactionnaires ; elle demande le rétablissement des libertés de coalition, de réunion et de presse, ainsi qu'une amnistie générale pour tous les ouvriers et militants prolétariens. — Elle invita tous les syndicats à organiser, de concert avec les Comités de Fabrique, un Comité de Résistance. Elle se prononça enfin hautement pour le front uni de toutes les organisations ouvrières.

En manière de protestation contre le fascisme, la Conférence décida pour le 19 décembre à 11 heures du matin, une interruption du travail de deux heures dans toutes les fabriques et usines.

Cette grève de protestation accompagnée de belles réunions publiques a été merveilleusement exécutée. Les tramways, les usines à gaz et à eau chômèrent. Toute circulation cessa. Les magasins avaient fermé.

Averti par le réveil du prolétariat de Lodz, le P.P.S. est sorti de sa torpeur. Sa Commission Nationale réunie le 21 décembre, après avoir rap-

pelé les sections à la discipline, les a invitées à se tenir prêtes à « Agir » contre la réaction.

La presse bourgeoise n'a pas manqué de souligner le désarroi et l'inertie du socialisme officiel. Constatons qu'il coïncide avec les progrès du communisme persécuté.

N. ULAN.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

Alors que les social-démocrates d'Allemagne se demandent s'ils doivent entrer dans la « grande coalition » avec M. Stinnes, les social-démocrates tchèques ont non seulement conclu depuis longtemps un cartel avec le Parti des démocrates nationaux, qui représente les intérêts des grands capitalistes autant qu'en Allemagne le Parti populaire, mais encore cédé le gouvernement au Parti des Kramacz et des Rasin avec les agrariens. Voilà qui nous explique les éloges du *Vorwaerts* de Berlin à l'adresse du Parti tchèque de la 2^e Internationale. Et voici quels sont les résultats de cette politique : enrichissement considérable et extension du pouvoir capital financier, paupérisation des classes moyennes, chômage considérable à côté de l'arrêt complet du travail de nombreuses entreprises, voire d'industries entières, réductions de salaires, diminution des traitements des fonctionnaires de l'Etat, abandon complet de la législation sociale, aggravation des antagonismes entre les minorités nationales, révolte de presque toute la population slovaque. La social-démocratie tchèque a perdu ses derniers adhérents ouvriers ; les socialistes (nationaux) tchèques ont vu s'insurger leurs éléments prolétariens contre la coalition avec la bourgeoisie, les ouvriers d'industrie se sont élevés contre la politique fiscale ; une grande partie des cheminots organisés et des fonctionnaires de l'Etat sont sortis des deux Partis socialistes de coalition et se sont élevés toujours plus énergiquement, en invoquant la neutralité politique — contre la politique gouvernementale. Les légionnaires même (ce sont les créanciers importants du passé « révolutionnaire » de la République) se sont élevés contre le gouvernement et ont déclaré la guerre à son ministre des Finances, ayant capital bancaire. Par ailleurs, le mot d'ordre communiste de l'unité du front exerçait une attraction de plus en plus grande sur les masses prolétariennes et jusque parmi les « petites gens » et les fonctionnaires de l'Etat. Sous l'impression de la victoire de Mussolini, les milieux réactionnaires (démocrates nationaux) pensaient au fascisme. Mais MM. Masaryk et Benès, et, avec eux, les deux Partis de coalition socialistes, comprenaient que, dans une situation intérieure aussi difficile et en présence de complications extérieures imminentes, un mouvement fasciste, dirigé à la fois contre les Allemands et les juifs, contre les communistes et les socialistes contre les Slovaques et les légionnaires, soumettait à une trop lourde épreuve un Etat mal situé au point de vue géographique et stratégique et renfermant des minorités nationales nombreuses. *On renonça donc au fascisme.* Cet état de choses, aussi bien que le manque d'égards avec lequel M. Rasin formula sous une forme ultimative les exigences du capital financier dans la coalition gouvernementale — exi-

gea l'obéissance inconditionnelle des Partis socialistes gouvernementaux, — aboutira à une nouvelle crise de gouvernement, chronique.

Les divergences de vues en politique extérieure entre les démocrates nationaux anti-russes et soumis sans réserves à la France et les Partis socialistes et l'orientation Masaryk-Benès plus prudente, plus diplomatique et plus retenue, sont également importantes. M. Benès a récemment écrit dans l'organe du gouvernement, rédigé en langue allemande, que sans les Partis socialistes rien ne marcherait, mais qu'il faudrait en finir avec l'agitation communiste. Les chefs des socialistes gouvernementaux invitent ainsi la bourgeoisie tchèque, par le truchement de M. Benès, à l'unité de front contre les communistes. Ou bien ils se verront dans la nécessité de former le front unique avec les communistes contre la bourgeoisie ! Car il faut une décision dans un sens ou dans l'autre.

Fort heureusement pour elle, la bourgeoisie tchèque a, dans cette situation difficile, trouvé un sauveur dans la personne d'un « communiste-anarchiste » de vingt ans, Soupál, qui, le 5 janvier, blessait grièvement le ministre des Finances, M. Rasin, à coups de revolver. Excellente occasion pour les démocrates-nationaux et pour les socialistes de mesurer leur pouvoir. Ils le firent maladroitement, en exploitant l'attentat contre tous leurs adversaires : fonctionnaires de l'Etat, socialistes-nationaux, légionnaires, juifs, voire M. Masaryk, de sorte que les communistes ne furent accusés qu'avec beaucoup d'autres. Le lendemain de l'attentat, ce fut un beau chaos. Nul ne savait où situer le coupable. Les socialistes-nationaux menaçaient de rompre la coalition. Seuls ne perdaient pas la tête les social-démocrates, qui, dévoués aux démocrates nationaux, n'avaient pas été atteints par les violences fascistes et se déclaraient prêts à collaborer à l'application de mesures d'exception. Ils devaient donner à la bourgeoisie aveuglée l'idée d'utiliser l'attentat Soupál contre les communistes. MM. Masaryk et Benès convoquèrent le Conseil des ministres, qui déclara n'avoir point besoin de mesures d'exception, mais rétablit l'unité du front de la coalition gouvernementale contre les communistes.

L'attentat fut représenté comme le résultat d'un complot de notre Parti. Mais ce que les valets de la presse nationale démocrate n'accomplissaient qu'avec grand-peine et bien maladroitement, les gradins social-démocrates le faisaient magistralement. L'organe central de la social-démocratie tchèque écrivait que l'attentat avait été ordonné par la 3^e Internationale, parce que M. Rasin avait refusé le fonds de garantie pour le commerce avec la Russie. Et, rappelant l'attentat de 1919 contre M. Kramarcz, nos bons socialistes l'imputaient de même au bolchevisme, qui aurait voulu atteindre, en M. Kramarcz une portion de l'intervention en Russie.

A la police de « prouver » le complot communiste. Soupál déclarait être communiste-anarchiste et avoir quitté le Parti en septembre dernier, parce que convaincu de la nécessité du terrorisme individuel que rejette notre Parti. Il avait fréquenté nos camarades à Deutschbrod ; ceux-ci ne le prenaient, cependant, pas bien au sérieux. L'expérience révolutionnaire, encore bien insuffisante du P. C. tchéco-slovaque, et l'existence d'un point de cristallisation des éléments anarchistes et anarchisants permettent à ces derniers de s'introduire de temps à autre parmi nous. Toujours est-il que le passage de Soupál par le P. C. est naturellement d'un immense avantage pour la police chargée de monter le grand complot communiste, et qui

vient d'arrêter comme « complices » de l'attentat tous les camarades qui, ayant parlé une fois avec Soupál, n'ont pas rapporté à la police ses propos extravagants. L'attentat anarchiste a donc rapiécé la coalition, rétabli l'unité de front des Partis de l'ordre contre les communistes et fourni le prétexte impatientement attendu par le pouvoir pour forger une loi d'exception contre nous ; on dit que le texte en a déjà été arrêté dans les ministères et sera soumis au Parlement en février. Il s'agit de la « défense de la République ».

Mais que le pouvoir ne se fasse point d'illusion ; la chose n'ira pas aussi facilement qu'on le pense. Le front unique anti-communiste n'a fait que renforcer notre Parti. Une grande partie de la presse conserve son sang-froid et désapprouve la manœuvre conduite par les démocrates nationaux et les social-démocrates. L'attentat et ses conséquences ne détournent pas l'attention des masses de leur misère, du chômage et de la baisse des salaires. Les réalités économiques travaillent pour nous.

Karl KREIBICH.

BRESIL

M. Arthur Bernardes, le nouveau président de la République brésilienne, élu le 15 novembre dernier, a fait, au Parlement de Rio, un alarmant exposé de la situation financière du pays.

Le gouvernement du dernier président, M. Epitacio Pessoa — actuellement en villégiature en Italie — s'est livré à la dilapidation des fonds publics. La prospérité économique, d'ailleurs éphémère, du pays pendant les années de crise de l'Europe en guerre, paraît l'avoir aveuglé.

« Les derniers temps — dit M. Bernardes — la fièvre des initiatives grandioses atteignit des proportions surprenantes, tout a fait disproportionnées avec les forces de l'Etat. Il suffit de rappeler que ces dernières années, les nouvelles et gigantesques initiatives de toute espèce nous ont coûté, outre les ressources budgétaires, plus de 2 millions de conto-de-réis (1) — obtenus grâce à divers emprunts extérieurs et intérieurs conclus souvent à des conditions onéreuses.

La dette extérieure du Brésil, calculée au change de 8 pence : 27 pence, est de 4.200.524 contos-de-réis ; la dette intérieure est de 2.438.104 contos-de-réis, ce qui fait un total de 6.638.628 c. d. r. ! Ces dettes obligent le pays à verser 307.504 contos-de-réis d'intérêts annuels.

Pour que l'étranger soit en mesure de comprendre ce que signifient ces chiffres au point de vue des possibilités financières du gouvernement brésilien, indiquons que les recettes budgétaires totales pour 1923 s'élèvent à 744.890 c. d. r. Ajoutons que le projet de budget de l'exercice actuel prévoit une dépense ordinaire de 1.240.750 c. d. r., d'où il résulte un déficit de 495.860 c. d. r., chiffre que n'atteignit encore jamais celui du déficit d'ailleurs permanent, du budget de la République.

Constatons, en passant, que les ministères de la guerre et de la marine dévorent seuls un total minimum de 250.000 contos-de-réis, c'est-à-dire, plus de 30 % de la recette prévue et plus de 20 % des dépenses générales du budget. Le Brésil — qui participa, quoique platoniquement, à la grande « dernière » guerre pour le Droit et la Civilisation — est un digne figurant de la sinistre farce

(1) « Conto-de-réis » vaut au change actuel environ 1.780 francs ou à peu près 120 dollars

mondiale de la paix armée joué par les grandes puissances.

Comment le gouvernement brésilien pourra-t-il affronter cette situation désastreuse ? Écoutons sa propre et mélancolique confession :

« Nous confessons loyalement que, pour faire face à la gravité de cette situation, les disponibilités du moment sont presque nulles. »

Déclaration de faillite ! « C'est effroyable ! » — s'exclama dramatiquement un député, au Parlement de Rio-de-Janeiro.

On peut déjà évaluer les conséquences qui découleront de ces lamentables conjonctures pour les masses laborieuses du Brésil. Les anciens impôts seront élevés ; des nouveaux impôts seront créés ; le coût de la vie augmentera de plus en plus. Des entreprises publiques et privées seront immobilisées ; les affaires commerciales et industrielles tomberont dans le marasme. Il y aura du chômage.

Le Brésil est un pays jeune. Les richesses naturelles sont inépuisables ; et il est encore dans une phase capitaliste ascendante. Il pourrait donc remédier à la crise actuelle avec une relative facilité. Il faut cependant remarquer que sa position de pays demi-colonial, sa dépendance vis-à-vis des grandes puissances financières (Angleterre, France, États-Unis), lui font ressentir les contre-coups de la situation mondiale. Dans une société normale, le Brésil — même le Brésil capitaliste — surmonterait facilement la crise actuelle. Mais dépendant de riches États en voie de décadence il est, malgré ses inépuisables ressources naturelles, sur le seuil de la banqueroute.

Ce sont les contradictions mortelles inhérentes au régime capitaliste.

Astrojildo PEREIRA.

INDES

La répression continue aux Indes. Des 28 personnes accusées de rébellion à Chauri-Chaura 172 ont été condamnées à mort et 6 « exécutées » avant même d'être condamnées, étant mortes en prison des suites de mauvais traitements, pendant une instruction et un procès qui ont duré près d'un an.

Rappelons l'affaire. En février 1922, la révolte paysanne, dans les Provinces Unies, encore soumise à un statut féodal, atteignit son apogée. Les nationalistes, partisans de la non-coopération avec l'Anglais, ignorant tout du caractère social du mouvement, l'exploitèrent et leur propagande y fut chaleureusement accueillie. Gandhi, à cette époque, préconisait ardemment la désobéissance civile aux autorités britanniques, le refus de paiement de l'impôt et des taxes. Sa propagande trouva chez les paysans, accablés depuis des siècles par les impôts et les taxes, un terrain on ne peut plus favorable. Toute une province se souleva contre l'Anglais et le Landlord proclama la grève civile et le règne de Gandhi, le *Gandhi Raj*. Des milliers de paysans se joignirent aux Volontaires du Congrès National panhindou, attaquèrent les propriétés des landlords, les magasins contenant des articles anglais, les stocks de liqueurs. Partout, des conflits se produisirent avec la police. Le 2 février 1922, la police ouvrit le feu sur les volontaires nationaux aux prises avec un propriétaire connu pour sa dureté envers le paysan et sa loyauté anglophile. Deux jours plus tard, un corps de volontaires de 3.000 paysans renouvelait la même agression. Ces événements se passaient sur un

marché non loin du poste de police de Chauri-Chaura dont les hommes attaquèrent les paysans insurgés. Reçue à coups de pierres, la police britannique ouvrit le feu. Mais cette fois elle eut le dessous, le poste fut brûlé et les agents de l'autorité complétèrent 21 morts, les pertes des paysans étant d'ailleurs beaucoup plus élevées ; ils s'étaient battus surtout à l'arme blanche et au gourdin, contre des revolvers et des fusils.

De Chauri-Chaura, la révolte s'étendit dans tous les sens. Mais les autorités agirent avec promptitude et vigueur. On sait ce que cela veut dire. L'état de siège fut institué et l'ordre rétabli dans le sang. Des centaines d'arrestations eurent lieu. 228 hindous furent finalement traduits devant les juges sous l'inculpation de « meurtre, rébellion et rassemblement illégal ». Après un procès qui a duré 8 mois la justice bourgeoise civilisatrice vient d'en condamner 172 « à être pendus par le cou jusqu'à ce que la mort s'ensuive ».

Telle est la justice anglaise aux Indes. 172 peines de morts pour 22 policiers assassins tombés dans une bataille. L'impérialisme anglais sème la haine et administre aux démagogues nationalistes, précheurs de résistance passive, de rudes leçons.

M.-N. ROVEL.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

VIENT DE PARAITRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

NOUVELLE ÉTAPE

PAR
LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale ; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3^e Congrès de l'I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

L'Action des Jeunes dans les Syndicats

On s'est demandé, si nous, jeunesses communistes, avons à nous intéresser de la squelettique organisation des Jeunesses Syndicalistes de France.

Une alternative nous défendait, jusqu'ici, de prêter raison à cette question : 1° la mettre à l'ordre du jour, c'eût été lui donner une certaine importance ; 2° prendre position, c'était déclarer la guerre ouverte aux anarchistes, pendant qu'ils somnolaient dans une passivité absolue.

Au moment où la classe ouvrière semble se réveiller d'un trop long rêve, à l'heure où nous entrevoyons des apparences favorables pour qu'une partie importante du prolétariat comprenne l'essence du communisme, à l'instant où se forme également un courant pour la constitution des jeunesses syndicalistes. Nous avons à faire connaître notre point de vue et à engager une action vigoureuse

La jeunesse ouvrière de ce pays, qui est la fraction du prolétariat qui souffre le plus des conséquences de la guerre. Elle qui, depuis la grande boucherie, prend une part importante dans la production, parce que l'industrie ne peut vivre sans son concours, commence à comprendre son véritable sort, son avenir et toute la vérité sur son exploitation.

Notre propagande et notre agitation en faveur des revendications de la jeunesse ouvrière, la valeur révolutionnaire de cette lutte ont été entendus des adultes. Et, du domaine journalistique, nous voici entrant dans la période de la mise en application.

Défendant un programme de revendications, -- que l'*Avant-Garde* a, d'ailleurs, publié dans son avant-dernier numéro, -- notre lutte économique a un double but.

Buts de la lutte économique

« Rendre révolutionnaires les masses de la jeunesse ouvrière. — Empêcher les efforts du capitalisme d'utiliser avec plus d'égoïsme les forces de travail des jeunes. — Lutter d'une manière révolutionnaire pour un système de revendications qui, dans l'ensemble, contribuent à décomposer la force de la bourgeoisie, tandis qu'elles augmentent celles de la jeunesse ouvrière. »

Notre action syndicale

Dans la lutte, notre mot d'ordre est : « Tous au syndicat ». Et cependant, nous ne pouvons associer notre action à celle des Jeunesses Syndicalistes de France.

Voyons rapidement ce qu'est cette organisation. Leur but, comme le titre semblerait le faire croire, ce n'est point d'aider le syndicat à recruter des jeunes ouvriers, à les pousser ensuite dans le combat décisif. Non. Education seulement. Quel noble but !..

Mais là encore, nous ne pouvons nous associer à ce programme. L'éducation que l'on veut y faire

n'est pas l'éducation de classe dont ont besoin des cerveaux juvéniles. Il est scientifique -- soit disant -- et d'un libéralisme incompréhensible, quand le milieu dans lequel nous vivons nous oblige à lutter contre les superstitions bourgeoises et toute l'éducation que nous a donnée la Troisième République.

Et puis l'adhésion matérielle n'est pas nécessaire. On pousse l'individualisme jusqu'à accepter une adhésion morale, « pure et simple », et une autonomie absolue de chaque groupe vis-à-vis de l'entente et partant de chaque individu envers sa « Jeunesse ».

Pour nous, qui avons toujours déclaré que l'éducation du jeune ne doit pas être surtout livresque et universitaire, mais que c'était dans la lutte, dans l'action, qu'il acquerrait l'expérience révolutionnaire et la conception de l'acte de la lutte de classe, nous apportons aux syndicats -- déjà par la voix des camarades de la Seine -- avec notre adhésion, un programme concret.

Dissolution des Jeunesses Syndicalistes

Ayant considéré l'inutilité de ces groupements, qui semblent intermédiaires et qui ne le sont ni par leur rôle ni par leur but, nous demandons aux camarades adultes une revendication préalable qu'ils ne peuvent qu'accepter : la cotisation du jeune au dessous de dix-huit ans, à un franc par mois

Pour le recrutement du jeune ouvrier, apprenti ou manoeuvre spécialisé, il est urgent de créer un limbre spécial qui, tout en donnant les mêmes droits que celui des adultes, ne diffèrera que par le prix.

Tout camarade comprenant le rôle de briseurs de grèves que peuvent jouer les jeunes s'ils ne sont pas organisés, acceptera immédiatement cette suggestion. Et puis, la jeunesse n'a pas, dans l'action révolutionnaire, d'intérêts particuliers à défendre ; elle devra imposer que ses revendications soient comprises dans le programme minimum.

L'apprentissage, les mesures de conservation physique, le repos obligatoire, etc., sont des questions qui doivent intéresser toute la classe ouvrière.

Ces revendications, expliquées en termes brefs, nous les avons posées au Syndicat des Métaux. La réponse ne pourra être que l'affirmation de nos désirs.

Dans toutes les corporations, que nos camarades communistes défendent et fassent adopter ce même point de vue, et nous, prêts à conquérir la masse des jeunes travailleurs de ce pays, saurons faire abnégation de nous-mêmes par le sacrifice.

A. DEMAI.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.